

FO ENERGIE ET MINES DIT NON À LA RÉFORME DES RETRAITES

ET DÉNONCE LA STRATÉGIE D'ENFUMAGE DU GOUVERNEMENT

Le Premier Ministre va annoncer demain midi le contenu de la réforme des retraites mais la presse distille chaque jour de nouvelles informations à ce sujet.

Aujourd'hui, ce qui se profile, c'est un décalage de la date à laquelle la mise en place de la retraite par points s'appliquerait : le Journal Les Echos mentionne maintenant la génération 1973 voire 1975 au lieu de la génération 1963. En outre, des annonces sur les transitions propres aux régimes spéciaux, sont lancées –mais pas seulement– sur la transposition des agents concernés dans le nouveau système dont les droits seraient convertis en points.

Enfin, le Gouvernement semble renoncer, pour quelques mois apparemment, à décaler l'âge légal de la retraite. Il s'apprêterait en revanche à mettre en œuvre **un âge-pivot qui pénaliserait la pension des salariés voulant partir à l'âge de 62 ans même si ces derniers ont toutes leurs annuités**. Cela revient en réalité au même, puisque cela obligerait les salariés à travailler plus longtemps à défaut de quoi leur retraite serait minorée.

Pour FO Energie et Mines, le Gouvernement mène une stratégie d'enfumage envers l'ensemble des salariés et envers les gaziers et électriciens particulièrement : cette réforme par points va baisser non seulement les pensions des personnels mais elle s'inscrit, en réalité, dans une logique à terme de capitalisation.



FO Energie et Mines le réaffirme, **le régime par points, c'est une perte de pouvoir d'achat pour les futurs pensionnés qui peut aller dans les IEG jusqu'à 40%, voire plus dans certains cas.**

Tout le monde comprend qu'entre une pension calculée sur les 6 derniers mois dans des entreprises où des progressions de carrière existent encore –même si elles restent insuffisantes– et une pension calculée avec des points qui correspondent strictement au salaire acquis chaque mois, il y a un écart abyssal. Tous ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs.

Le régime par points, c'est aussi la certitude que **les retraites futures seront calculées par Bercy au gré des contingences économiques et non des besoins des retraités actuels et futurs.**

Qu'on ne vienne pas nous dire que la valeur du point sera garantie par la loi : aujourd'hui, les pensions actuelles sont censées évoluer légalement en fonction de l'inflation et c'est MACRON lui-même qui fait voter une loi bloquant cette évolution pour les retraites de plus de 2000 euros... Ce qu'une loi fait, une autre peut le défaire ! Quelle confiance les salariés peuvent-ils accorder à ce Gouvernement ?

D'ailleurs **si ce système par points était si bon, pourquoi s'apprête-t-il à décaler la mise en œuvre** de sa réforme soi-disant positive ?

Enfin, FO Energie et Mines veut dénoncer le fait que **derrière ce régime par points se profilent des régimes par capitalisation**, même si le Gouvernement s'en défend. Car la récente loi Pacte vient de permettre, pour le plus grand bénéfice des fonds de pension, de créer des fonds de capitalisation complémentaires dans le plus grand silence médiatique.

Seul le site Médiapart vient de publier un article montrant les liens entre le premier gestionnaire d'actifs au monde, BlackRock, et le Président de la République en démontant les mécanismes en œuvre.

Le Gouvernement est bel et bien en train de casser l'ensemble des régimes de retraite et d'abandonner les principes du Conseil National de la Résistance pour des appétits privés ; **il est d'ailleurs symptomatique que le Président de BlackRock France soit Jean-François Cirelli, ancien Vice-Président d'Engie qui a été un des acteurs majeurs de la casse de Gaz de France.**

Dernier élément en date, nous apprenons qu'apparemment, sur demande du Gouvernement, Enedis envoyait des lettres de réquisition à un certain nombre de salariés grévistes en application des notes dites Daurès de 1990. Cela montre en réalité la peur de celui-ci qui use de toutes les ficelles pour casser le mouvement.

FO Energie et Mines dénonce cette politique gouvernementale qui pousse à la confrontation.

Dans ce contexte, plus que jamais, FO Énergie et Mines le redit haut et fort :

La volonté de casser le régime des gaziers et électriciens, pan essentiel de notre Statut et qui contribue à la solidarité nationale, est une décision purement idéologique d'un Gouvernement qui veut « se payer » pour des raisons électoralistes tous les agents des services publics. C'est pour FO totalement irresponsable et inacceptable.

**Aussi, plus que jamais,
FO Énergie et Mines réclame le retrait du plan DELEVOYE-MACRON.**

AGIR, NE PAS SUBIR !

Contact Presse :

Secrétariat FO Énergie et Mines

secretariat.general@fnem-fo.org

Tel : 01 44 16 86 20